

TROISIÈME JOUR

J'ai perdu la confiance que je plaçais dans nos institutions judiciaires en circulant dans ses couloirs, ceux du 36, quai des Orfèvres, à Paris, au siège de la direction de la police judiciaire.

J'y consultais le dossier d'une perquisition effectuée le 15 juin 2004 à Levallois-Perret, en région parisienne, contre un groupe suspecté d'accointances avec des mouvements terroristes. Un acte judiciaire comme tant d'autres, mais aux implications à peine croyables. Car ce jour-là, pour la première fois depuis que des enquêtes sont diligentées en Europe contre Al-Qa'ida et ses dirigeants, un militant islamiste était appréhendé en possession d'un document à l'en-tête de l'IIRO, ou *International Islamic Relief Organisation*. Bien sûr, Sieglinde, ce nom ne vous dit rien, mais croyez bien que ce fut là un événement majeur pour la plupart des enquêteurs travaillant à travers le monde sur le financement du terrorisme islamiste, du moins au début, dans les heures qui ont suivi,

quand le bruit s'est répandu, quand tout semblait possible. Enfin le sentiment gagna que nous touchions au but. Enfin, cette association « caritative » saoudienne citée dans des dizaines d'interrogatoires, mentionnée dans des centaines de rapports de services de renseignements, nommément désignée dans diverses procédures judiciaires comme étant l'une des plus anciennes et des plus importantes sources de soutien à Oussama bin Laden, enfin l'IIRO pourrait être directement mise en cause dans un État de droit.

Elle était maintenant accrochée dans un pays – le nôtre – disposant de tout l'arsenal législatif pour contraindre ses responsables et ses bienfaiteurs à dévoiler les mécaniques secrètes par lesquelles ils entretiennent et stimulent le *jihad* à travers la planète depuis près de vingt-cinq ans¹. Une victoire dont naturellement auraient dû se féliciter ces magistrats antiterroristes français que le monde nous envie. Je me les imaginais comme des adolescents héros d'un film d'horreur très quelconque, nuitamment isolés dans une maison entourée de marécages, se réjouis-

1. Des chercheurs considèrent que l'IIRO avait pour principal objet, dès sa fondation, de financer l'acheminement des moudjahidin en Afghanistan, en 1979. Ainsi, l'universitaire Abderrahim Lamchichi estime-t-il que le bureau des services (Maktab al-Khadamât), d'où Oussama bin Laden et Abdullah Azzam planifièrent le *jihad* contre les Soviétiques, n'était lui-même qu'une simple émanation de l'IIRO ; voir *Islamisme politique*, L'Harmattan, 2001, p. 82.

sant au moment où ils comprenaient que le sanguinaire tueur en série qui les traquait depuis le début du week-end, un pervers polymorphe aux dents jaunes, venait de tomber dans leur piège de boy-scouts. Je voyais d'ici mon Jean-Louis Bruguière lançant le cri de guerre des *Scoubidou*, bombardant ses amis de SMS hystériques avant de s'offrir une virée magistrale à l'*Aréa* – rue des Tournelles à Paris – où une nuit je crus entendre un remix de Karen Chéryl sur une rythmique des Troublemakers.

Évidemment nos juges ne devaient pas ignorer l'exacte portée des charges pesant contre l'IIRO, même les instances internationales les avaient largement confirmées. Le 2 décembre 2003, le groupe de l'ONU chargé du suivi des sanctions contre les Talibans et Al-Qa'ida avait remis au Conseil de sécurité son deuxième rapport annuel¹, un document officiel accablant, qui consacre de larges passages au financement des activités terroristes d'Oussama bin Laden par des organisations dites « caritatives ». Dans leur rapport, les experts de l'ONU présentent l'IIRO comme la plus importante association islamique officiellement dédiée aux activités charitables qui s'est parallèlement investie dans le soutien à Al-Qa'ida (la

1. *Second report of the monitoring group, pursuant to resolution 1363 (2001) and as extended by resolutions 1390 (2002) and 1455 (2003) on Sanctions against Al-Qa'ida.* Rapport du groupe présidé par Michael Chandler.

plupart des autres associations accusées de liens avec Al-Qa'ida sont de taille plus modeste).

Fondée en 1978 et basée à Djedda en Arabie Saoudite¹, l'IIRO est longtemps passée pour l'une des plus vénérables œuvres de charité saoudiennes, au point que son secrétaire général, Adnan bin Khalil Pasha figure régulièrement dans la chronique des affaires internationales du royaume – comme ce 22 juillet 2003, lorsqu'il reçut le ministre somalien en charge de la réconciliation nationale, venu le remercier pour tous les programmes dirigés par l'IIRO en Somalie (l'une des terres de prédilection d'Al-Qa'ida en Afrique). Sieglinde, si vous voyagez un peu dans l'hémisphère Sud, vous croiserez sans doute l'une de ces soixante représentations internationales – installées du Pakistan au Soudan, de la Somalie à l'Indonésie – ajoutées à sa centaine de succursales dans les autres villes d'Arabie Saoudite et du Golfe.

À l'opposé du dynamisme humanitaire qu'il revendique, le rapport de l'ONU énumère clairement les preuves de la duplicité de ce réseau qui reçoit des

1. À l'heure où je vous écris, Sieglinde, l'IIRO a toujours pignon sur rue, à l'adresse suivante : p.o box 1285, Djedda 21432. Son numéro de téléphone, tel qu'il apparaît dans l'annuaire saoudien (966 2/ 651 5411) est toujours en fonctionnement. La société financière Sanabil al-Khair, chargée de gérer une partie de ses fonds, est toujours en activité. Seul le site web de l'IIRO a été désactivé (autrefois développé par un cabinet en communication proche de la famille royale, le Saudi Research and Marketing Group, établi à Riyad).

dons considérables de personnalités saoudiennes¹ destiné à assister tous les défenseurs du wahhabisme. Alors : l'IIRO feint-elle de confondre maladroitement camps de terroristes et camps de réfugiés, en confiant par exemple le soin de l'action humanitaire à des recrues dont le profil se rapproche davantage de celui du guérillero sorti major d'une *madrassa* pakistanaise que de notre bon *French doctor* en fin d'internat, fuyant le destin d'un cabinet en ville ? Ainsi, la direction du bureau de l'IIRO de Zamboanga, aux Philippines, incombait-elle à un beau-frère d'Oussama bin Laden, Mohammed Jamal Khalifa², qui estima opportun d'affecter les moyens de l'organisation au groupe Abbu Sayyaf, auteur de l'enlèvement des ressortissants européens, dont

1. Selon la déposition du 11 mars 2003 devant le Congrès américain de l'enquêteur Steven Emerson : à l'occasion de son assemblée annuelle qui se déroule généralement entre le 10 décembre et le 25 février, l'IIRO reçoit régulièrement depuis 1995 une donation d'un million de ryals saoudiens (environ deux cent cinq mille dollars) du prince Salman bin Abdul Aziz al-Saoud, le rejeton de la famille royale gouverneur de la cité de Riyad et principal contributeur aux œuvres des organisations caritatives saoudiennes. La même source précise que, lors de la réunion de décembre 1998, le prince Sultan bin Abdul Aziz al-Saoud, ministre de la Défense d'Arabie Saoudite, a effectué une donation de cinq millions de ryals saoudiens à l'IIRO.

2. Selon les conclusions du rapport de l'ONU. Pour le journaliste Douglas Farah, qui cite des documents d'enregistrements de la *Philippines Securities and Exchange Commission*, Mohammed Jamal Khalifa a déposé le même jour, le 20 septembre 1991, les statuts de l'IIRO et de la Ligue du monde musulman, et il les présidait conjointement. Cf. Douglas Farah, *Blood from stones*, Broadway Books, New York, 2004, p. 138.

plusieurs Français, sur l'île de Jolo en 2000. À ma connaissance, Sieglinde, cette prise d'otages, commise par un groupe officiellement reconnu comme affilié à Al-Qa'ida, n'a donné lieu à aucune procédure judiciaire demandée par la France. De même, l'un des coordinateurs des attentats contre les ambassades de Nairobi et de Dar Es Salam en 1998, Wadih el-Hage, a-t-il en toute humilité profité de l'assistance de l'IIRO¹.

Les états de services de cette association m'impressionnent. Aux États-Unis, au regard des évolutions récentes du droit pénal, cette liste suffirait aisément à expédier ces dirigeants en stage à durée indéterminée au camp militaire de Guantanamo Bay. Cependant, si l'IIRO est directement visée par des procédures judiciaires pour ses relations financières avec les réseaux d'Al-Qa'ida sur le territoire américain avant le 11 septembre – en particulier depuis la déposition d'un fonctionnaire du département de la justice, en août 2003² – jamais, de manière surprenante, elle ne fut inscrite sur la liste des entreprises et des associations accusées de terrorisme par le pouvoir exé-

1. Lors du procès qui s'est tenu à New York, en 2001, pour les attentats de Nairobi et de Dar Es Salam, l'accusé Wadih el-Hage a reconnu l'existence de telles relations. Référence : *United States vs. Ussama bin Laden, case n° 98-cr-1023*.

2. Déposition sous serment de l'agent David Kane, enquêteur spécial pour les services des douanes, 14 août 2003, devant la cour du district Est de Virginie, à Alexandria. *Case n° 03-365-A*.

cutif¹. Une indulgence à rechercher peut-être dans la relation ombilicale qui perdure, même trois ans après le 11 septembre, entre la Ligue du monde musulman créée par la famille royale saoudienne dans le dessein « de défendre l'islam à travers le monde » – enfin c'est ainsi que ses dirigeants la présentent – et l'IIRO. En Asie centrale ou en Occident, leur intimité les amène bien souvent à occuper les mêmes bureaux, comme le précisa en novembre 1999 l'ancien représentant de l'IIRO au Canada devant les autorités judiciaires, selon une répartition immuable : la Ligue se réservant les activités de strict prosélytisme religieux (diffusion du Coran et construction de mosquées), et l'IIRO prenant en charge les « activités sociales », comprises dans une très large acception. Même au Pakistan et en Afghanistan elles collaboraient étroitement pour apporter l'aide nécessaire aux camps d'Al-Qa'ida, comme le révèle la lecture des courriers internes du bureau de l'IIRO de Peshawar, qui sont tous à l'en-tête des deux organisations. Regardez Sieglinde le courrier agrafé ci-après.

La signification politique de cette trop forte filiation entre les deux organisations – remontant à la famille royale – empêcherait l'administration américaine de

1. L'IIRO est curieusement absente de la liste OFAC (*Office of foreign assets control*), qui énumère les personnes physiques et morales dont les fonds doivent être gelés, notamment pour cause de liens avec des activités terroristes.

frapper comme à son habitude contre d'autres entités. Nous en avons tous le sentiment, Sieglinde. Par bonheur, en France, nous n'étions pas dépendants des mêmes allégeances que celles qui avaient été passées par des dirigeants texans un peu frustrés. Mes amis américains s'en réjouissaient. Ce 15 juin, c'était sûr, on allait voir ce qu'on allait voir. D'autant que par chez nous, le niveau de connaissance et d'appréhension des services spécialisés sur le sujet est le même, voire bien supérieur, à les écouter parfois. Jean-Louis Bruguière et ses équipes ont l'habitude de recevoir des documents très détaillés sur le fonctionnement des camps terroristes en Afghanistan de la part des agences de renseignements, avec lesquelles ils se flattent d'entretenir les meilleures relations. Or, une note de synthèse de la DGSE datée du 9 janvier 2001 confirme justement l'engagement de l'IIRO dans le financement du complexe terroriste de Darounta, en Afghanistan ; une sorte de vaste campus regroupant sur trois hectares divers camps d'entraînement, destinés à former des militants au maniement des explosifs (en privilégiant l'utilisation de produits disponibles dans le commerce) et à la planification d'attentats.

Dans des procès tenus en Jordanie, aux États-Unis et en Égypte, des dizaines de terroristes ont reconnu avoir été formés à Darounta¹. Et surtout, neuf res-

1. Par exemple : Fazul Mohammed, l'artificier des attentats perpétrés à Nairobi et à Dar Es Salam en 1998.

sortissants français figurent sur la liste très sélective des militants un jour admis à y suivre une formation aux explosifs¹. Donc, le 15 juin, quand, parmi la communauté des chercheurs, auteurs et enquêteurs se passionnant pour le financement du terrorisme, la rumeur se propagea qu'en France, une équipe de la section antiterroriste de la police judiciaire venait d'interpeller à Levallois-Perret un militant islamiste porteur d'une lettre de créance de l'IIRO, beaucoup se réjouirent. Sans malice. Surtout quand le contenu du courrier fut connu. Il s'agit d'un document en arabe rédigé par le directeur du bureau de l'IIRO de la ville d'Abha, principale cité de la province saoudienne de l'Asir, cette région qui occupe la pointe sud-ouest du pays, où les réseaux de soutien à Oussama bin Laden sont historiquement les mieux implantés.

Dans la lettre retrouvée à Levallois – surmontée des deux en-têtes de l'IIRO et de la Ligue du monde musulman – le responsable du bureau régional de l'Asir, Abdallah bin Abdel Aziz al-Mussalim (qui appose une signature manuscrite) décrète donc que le dignitaire pakistanais Mohammed Ayoub Ismaïl est officiellement habilité par l'IIRO à collecter des fonds en liquide – qui ne laissent pas de traces donc – dans le monde entier pour assurer l'entretien et le

1. Il s'agit notamment de Farid Mellouk, d'abord engagé en Bosnie au début des années quatre-vingt-dix, puis dirigé vers les centres de formation des moudjahidin en Afghanistan.

développement de *madrassa* au Pakistan. Outre la remarquable proportion de moudjahidin natifs de l'Asir parmi les terroristes du 11 septembre, l'un d'eux travailla un temps pour cette antenne locale¹.

1. Il s'agit de Mahanid Muhammad Fayiz al-Shehri, né le 7 mai 1979, membre du commando kamikaze qui prit possession du vol United Airlines 175.

Extrait de la note de synthèse de la DGSE de janvier 2001, confirmant l'engagement de l'IIRO dans le complexe terroriste de Darounta.

D.G.S.E.**CONFIDENTIEL DÉFENSE****NOTE DE SYNTHÈSE**

Le 9 janvier 2001
N°00014/CT

AFGHANISTAN**COMPLEXE D'ENTRAÎNEMENT TERRORISTE DE DAROUNTA**

Disposant d'une position stratégique privilégiée en Afghanistan, le complexe de Darounta permet aux volontaires islamistes de toute nationalité de se former aux techniques terroristes.

La formation dispensée par des experts arabes liés à Oussama Bin Laden est axée sur la fabrication et la mise en œuvre d'explosifs de toute nature. Une instruction complémentaire sur les produits toxiques est, en outre, délivrée dans un camp directement contrôlé par l'ex-Soudien.

L'identité des stagiaires et le nombre de personnes formées sont difficiles à déterminer compte tenu des mesures de sécurité qui entourent ce type d'activité. Les arrestations d'islamistes effectuées dans plusieurs pays, dans le cadre d'attentats ou de projets d'attentats, permettent d'affirmer que le complexe de Darounta constitue un point de passage presque indispensable du terrorisme islamiste international.

Les quelques dizaines de terroristes arrêtés ne doivent pas occulter la menace potentielle que représentent les nombreux anciens stagiaires de Darounta dont les activités n'ont pas encore été détectées. Ils ont, en effet, les capacités techniques et sont susceptibles de commettre des attentats contre des objectifs occidentaux sur ordre de responsables islamistes internationaux, dont Oussama Bin Laden.

A ce titre, neuf ressortissants français, dont deux auraient séjourné au camp de Darounta, ayant été signalés au mois de septembre 2000 au camp de Khaliden, ne sont, pour l'instant, pas localisés. Sept membres de ce groupe feraient partie d'Al Qaïda, l'organisation d'Oussama Bin Laden.

USAGE STRICTEMENT NATIONAL

CONFIDENTIEL DÉFENSE